

L'hon. M. Benson: ... un gouvernement qui ne fournit pas de renseignements aux deux côtés de la Chambre, afin de permettre une discussion raisonnable des problèmes avant qu'une décision soit prise.

J'ai entendu le député et certains de ses collègues faire grand état des conférences de presse tenues avant la présentation des budgets à la Chambre. A cette occasion, et pour la première fois dans l'histoire du Canada, nous sommes convenus de mettre les membres de son parti et, bien entendu, les membres des deux côtés de la Chambre au courant des propositions élaborées en vue d'une modification fondamentale du régime fiscal dans ce pays. Nous avons soumis des propositions qui ont été présentées au peuple canadien non pas comme un fait accompli, mais plutôt comme une ébauche de réforme fiscale. Nous avons demandé à l'opposition et au peuple canadien de les commenter...

M. Horner: Qu'on se penche également sur les amendements.

Des voix: Bravo.

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. Le ministre des Finances a la parole et on devrait le laisser exposer son point de vue.

L'hon. M. Benson: Le député demande qu'on se penche également sur les amendements. Eh bien, s'il peut présenter des amendements raisonnables à ces propositions, nous avons déclaré...

M. Horner: Faites-nous part des vôtres.

M. l'Orateur: A l'ordre. Je voudrais signaler à la Chambre que nous parlons maintenant du Livre blanc. Le député de Winnipeg-Nord-Centre a posé la question de privilège et la présidence devra décider en temps voulu si l'objection est fondée de prime abord. Les députés qui veulent participer à cet intéressant débat devront s'en tenir à la question de privilège même.

L'hon. M. Benson: Voici brièvement ce que je veux dire. Si les députés de l'opposition croient que c'est enfreindre les privilèges de la Chambre que de présenter des propositions sur la réforme fiscale dans un Livre blanc ou s'ils s'y opposent ainsi qu'à ces diapositives qui sont seulement instructives et ne renferment aucune propagande...

Des voix: Oh, oh!

L'hon. M. Benson: ...s'ils ne veulent pas que nous renseignions les Canadiens au sujet

des propositions du gouvernement avant que des décisions ne soient prises à la Chambre, il y a peut-être alors lieu de poser la question de privilège, et nous devrions discuter de l'affaire au comité.

Des voix: Oh, oh!

Des voix: Bravo!

L'hon. Marcel Lambert (Edmonton-Ouest): Le ministre des Finances vient de faire une exhortation éloquente,...

Des voix: Bravo!

L'hon. M. Lambert: ...il semble aveuglé par la défense de son propre cas. La plainte ne porte pas sur le Livre blanc. Le ministre des Finances a malheureusement perdu de vue l'essence de la communication et ce qu'il essaie de faire.

L'hon. M. Benson: C'aurait pu être dans le Livre blanc.

L'hon. M. Lambert: Si le ministre peut le faire dans le cas de cette mesure législative, tous ses collègues peuvent faire de même.

Des voix: Bravo!

L'hon. M. Lambert: On pourrait choisir des extraits, les publier abondamment et tenter de les faire accepter par les députés

La lettre au chef de l'opposition équivaut presque à une offre d'aubaine de peu de valeur. Le ministre donne à entendre dans sa lettre: Je regrette de ne pas avoir d'exemplaires en anglais; en voici un exemplaire en français à titre d'échantillon.

• (2.20 p.m.)

M. Aiken: Un de ceux qui restent.

L'hon. M. Lambert: En effet. Nous nous demandons où sont passés les exemplaires en anglais; de toute évidence, c'est quelqu'un d'autre qui les a eus.

J'ai discuté de cette question avec le député de Winnipeg-Nord-Centre avant qu'il prenne la parole cet après-midi et moi aussi j'aimerais savoir exactement pourquoi le gouvernement s'est servi, comme on l'a dit, de fonds publics pour faire valoir son propre programme. Je me souviens que la même chose s'est produite pour le Régime de pensions du Canada, mais après son adoption. On avait distribué aux frais de l'État des fascicules très documentés à seule fin d'expliquer au public ce qui avait été adopté, et je crois que ces fascicules donnaient une très bonne interprétation de la loi qui venait d'être adoptée. Mais